

Mouvement International pour les Réparations (M.R.I)

Communication d'Ousmane Diarra à Genève avril 2009

Conférence d'Evaluation de Durban 1. Genève 2009

_ Intervention d'Ousmane Diarra, président de l'AME, et responsable Afrique du Département « Emigrés- Refoulés- Expulsés » Droits des Migrants

La Conférence des Nations-Unies contre le racisme, qui s'est tenue à Durban, Afrique du Sud, du 28 août au 8 septembre 2001 ; selon L'Assemblée générale des Nations Unies devait être orientée vers l'action et se concentrer sur les étapes pratiques pour éradiquer le racisme et que la Conférence Mondiale devait aborder de manière globale toutes les formes de racisme, y compris les formes contemporaines d'intolérance. Une déclaration et un programme d'actions ont été adoptés. _ Partant du principe de l'article 18 de la dite déclaration qui établit les éléments constitutifs de discordance sociale entre les hommes et globalement entre les peuples de La Terre nous observons que biens de choses restent à faire. L'article 69 du programme d'action a indiqué alors un des axes de mise en œuvre adéquate et nous dote d'un autre canevas d'application par l'article 172 qui enfin souligne que « ...dans ce contexte, les formes de discrimination multiple devraient être pleinement prises en considération ». Au regard des 8 années écoulées dans la mise en œuvre et l'application de ces directives force est de dire l'évaluation est simple à prononcer : rien ni personne n'a reculé. _ Aujourd'hui l'état des relations entre les pays et entre les peuples se traduisent par le marché des transferts de biens et de la circulation des personnes. Tous les autres problèmes s'y fédèrent. Les migrants sont les explorateurs de nouvelles opportunités, messagers des temps modernes. Ils sont la manifestation des manquements et des dysfonctionnements des choix politiques de nos gouvernants. Ici, en parcourant et là-bas. La problématique vient de la convergence entre les droits fondamentaux dédiés à tous et la sauvegarde des intérêts souverains de chacun dans sa zone. La mondialisation et les migrations de même que la crise économique et financière compliquent la mise en œuvre de Durban I. A Genève ici il s'agit d'une conférence de suivi et d'évaluation. Nous ouvrons une lucarne afin de vérifier globalement dans quelle mesure la Déclaration et le Plan d'action de Durban ont été mis en œuvre, quels ont été les meilleurs moyens utilisés pour combattre le racisme. Le plan d'action a été intégré par de nombreux Etats dans leurs propres plans d'action nationaux. Mais depuis les terribles attentats du 11 septembre 2001, quelques jours après Durban I, des défis nouveaux sont apparus et les enjeux auxquels nous sommes confrontés sont plus difficiles. Nous notons que dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, il y a eu des violations des droits de l'homme, de l'islamophobie et des discriminations contre les gens de couleur. Contre les migrants. Les conditions d'entrée et de séjour ont été durcies et des politiques de restrictions de la circulation sont appliquées sur les personnes qui voyagent et celles qui s'établissent dans les pays d'accueil. Les exercices de contrôles des accès aux frontières externes conduisent à amplifier les drames et les atteintes aux droits fondamentaux des désespérés d'un système en crise dont ils sont les victimes. Des mauvaises pratiques en matière de respect des droits de l'homme dans le cadre de la lutte antiterroriste tel qu'on a pu le constater au cours des huit dernières années aux Etats-Unis et ailleurs, avec la détention sans procès par exemple, ont eu des échos d'application auprès de pays moins respectueux des droits humains concernant le traitement des migrants. Les rafles massives, les arrestations à l'école- dans les bureaux de l'administration publique- devant les hôpitaux et la Poste- les interpellations au faciès, les détentions prolongées dans des lieux-prisons ne relevant pas de l'autorité judiciaire, les pratiques de maîtrise et de contrôle appliquées sur la personne en retour forcé sont des éléments qualifiants de la grande régression constatée en matière de lutte contre les toutes les formes de violation graves et massives des droits humains.

Si nul n'avait voulu prendre la mesure des périls inhérents à la non application des principes du programme d'action aucun d'entre nous ne peut dire exactement comment en évaluer les acquis : combattre le racisme dans un monde où l'autoritarisme et le nationalisme se nourrissent des antagonismes sociaux et où les libertés fondamentales (individuelles et communautaires) se révèlent très souvent interprétées selon l'origine et les possibilités de la personne ; contraindre les gouvernements exige des garde-fous que les organisateurs de la

rencontre de Durban I ont négligés.

Alors que la conférence devait déterminer la lutte contre le racisme, les excès de positionnement qui l'ont précédée et les nouvelles donnes venues après ont produit l'effet contraire, alimentant la haine et l'intolérance, amplifiant la xénophobie et les sévices sur les populations vulnérables. _ Utiliser le droit positif international et appliquer les conventions pour faire changer les choses dans chaque segment en local.

Il faut changer nos raisonnements au profit d'une reconstruction commune et plurielle pratique : nous entendre sur les raisons de tout ceci (les disparités antagoniques et atteintes aux droits fondamentaux).

« Le colonialisme et l'oppression n'étant pas une affaire de couleur, les débats engagés ici doivent aller au delà des appartenances religieuses et des parallélismes de dommages. Il s'agit des droits de l'homme. Pour ce faire, nous avons besoin de bonne volonté de tous et de compréhension mutuelle, c'est aussi une question de volonté politique »

La plupart des participants surtout africains se plaignaient de la place prise par le Proche-Orient au détriment de tout le reste du monde diluant du coup d'autres revendications légitimes.

Le racisme et l'intolérance sont bien vivants – en Afrique et sur les noirs dans le monde – et l'on peut dire que si rien n'est mis en place contre, il va sévir encore longtemps.

Une fois que nous entrons dans le débat sur ces fléaux cela fait rejaillir des torrents de souvenirs et des montages de haine, parfois même imaginés par ceux qui prétendent le combattre ; car chacun aura alors des intérêts à défendre et des alliés à soutenir. _ *Ce serait de la non assistance à continent en danger que de se laisser dépasser par les positionnements des uns et des autres, pour qu'une fois encore, les discriminations en Afrique ne passent pas sous silence. Il faut rappeler le sort des migrants noirs dans nombre de pays arabes, du racisme entre ethnies, du génocide au Rwanda, des pygmées que l'on chasse de leur terre comme des animaux dans la forêt centrafricaine, de la nécessaire reconnaissance de la traite transsaharienne ou de l'esclavage actuel, des enfants travaillant dans les plantations ; toutes questions qui une fois encore vont passer sous silence si nous ne nous engageons pas dans les débats avec propositions.*

La victoire a un prix c'est l'engagement et le courage de faire changer les choses.

Nous ne devons pas adopter de texte qui passe sous silence les discriminations en raison de l'orientation sexuelle, la traite transsaharienne ou dans l'océan indien, les discriminations que subissent les femmes et les mineurs, les discriminations de caste etc., pour ne pas donner un coup fatal à la lutte contre le racisme et la xénophobie dans le monde. Exigeons le bon droit pour tous les humains. Le Racisme c'est ce qui empêche des personnes d'avoir accès aux droits universels.

Qui viendra, qui ne viendra pas ?

Nous y serons comme toujours, présents pour défendre, ici et ailleurs, les droits humains fondamentaux universels. Nous y allons pour défendre ce qui constitue notre patrimoine universel de liberté d'expression et de proposition pour consolider nos acquis démocratiques au profit de tous et de toutes.

En 2001, lors de la Conférence contre le racisme à Durban, les organisations qui pensaient pouvoir s'exprimer, comme lors de toute conférence onusienne, dans le cadre de la Conférence des ONG qui se tient parallèlement aux négociations gouvernementales, n'ont pas été autorisées à le faire.

Nous y allons pour parler de l'enfermement et de la stigmatisation politique des migrants suivis de l'expulsion et de la rétrocession des droits sociaux des travailleurs immigrés.

La confusion nourrit le fantasme. Nous allons pour consolider l'accès aux droits pour tous sur la terre.